



DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch_VII_7

VOLUME : VOL-1

CHAPTER : Chapter VII. Traffic in Persons

TITLE : 7.7 International Agreement for the Suppression
of the White Slave Traffic, signed at Paris on 18 May 1904,
amended by the Protocol signed at Lake Success,
New York, 4 May 1949



UNITED NATIONS

NATIONS UNIES

International Agreement for the Suppression of the White Slave Traffic

Signed at Paris on 18 May 1904, amended by the Protocol signed at Lake Success,
New York, 4 May 1949.



Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de “Traite des Blanches”

Signé à Paris le 18 mai 1904, et amendé par le Protocole signé à Lake Success,
New-York, le 4 mai 1949.

Note: The underlined text indicates the amendments introduced by the Protocol signed at Lake Success, New York, 4 May 1949.

Note: Le texte souligné indique les amendements introduits par le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 4 mai 1949.

Lake Success, New York
1950

UNITED NATIONS PUBLICATIONS

Sales No.: 1950.IV.1

A. Texte revisé de l'Arrangement¹

ARRANGEMENT INTERNATIONAL EN VUE D'ASSURER UNE PROTECTION EFFICACE CONTRE LE TRAFIC CRIMINEL CONNU SOUS LE NOM DE "TRAITE DES BLANCHES"

Signé à Paris le 18 mai 1904, et amendé par le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 4 mai 1949.

(Les Etats représentés)²

... désireux d'assurer aux femmes majeures, abusées ou contraintes, comme aux femmes et filles mineures une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de "Traite des Blanches", ont résolu de conclure un Arrangement à l'effet de concerter des mesures propres à atteindre ce but, et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

(Noms des Plénipotentiaires).....

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :—

ARTICLE 1ER

Chacun des Gouvernements contractants s'engage à établir ou à désigner une Autorité chargée de centraliser tous les renseignements sur l'embauchage des femmes et filles en vue de la débauche à l'étranger ; cette autorité aura la faculté de correspondre directement avec le service similaire établi dans chacun des autres Etats contractants.

ARTICLE 2

Chacun des Gouvernements s'engage à faire exercer une surveillance en vue de rechercher, particulièrement dans les gares, les ports d'embarquement, et en cours de voyage, les conducteurs de femmes et filles destinées à la débauche. Des instructions seront adressées dans ce but aux fonctionnaires ou à toutes autres personnes ayant qualité à cet effet, pour procurer, dans les limites légales, tous renseignements de nature à mettre sur la trace d'un trafic criminel.

L'arrivée de personnes paraissant évidemment être les auteurs, les complices ou les victimes d'un tel trafic sera signalée, le cas échéant, soit aux Autorités du lieu de destination, soit aux Agents Diplomatiques ou Consulaires intéressés, soit à toutes autres Autorités compétentes.

ARTICLE 3

Les Gouvernements s'engagent à faire recevoir, le cas échéant et dans les limites légales, les déclarations

¹ Le texte français est authentique et le texte anglais est une traduction.

² Voir Notes et explications, page 3.

A. Revised text of the Agreement¹

INTERNATIONAL AGREEMENT FOR THE SUPPRESSION OF THE WHITE SLAVE TRAFFIC

Signed at Paris on 18 May 1904 and as amended by the Protocol signed at Lake Success, New York, 4 May 1949.

(The States represented)²

... being desirous of securing to women of full age who have suffered abuse or compulsion, as also to women and girls under age, effective protection against the criminal traffic known as the "White Slave Traffic", have decided to conclude an Agreement with a view to concerting measures calculated to attain this object, and have appointed as their Plenipotentiaries, that is to say:

(Names of Plenipotentiaries).....

Who, having exchanged their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

ARTICLE 1

Each of the Contracting Governments undertakes to establish or name some authority charged with the co-ordination of all information relative to the procuring of women or girls for immoral purposes abroad ; this authority shall be empowered to correspond direct with the similar department established in each of the Contracting States.

ARTICLE 2

Each of the Governments undertakes to have a watch kept, especially in railway stations, ports of embarkation, and *en route*, for persons in charge of women and girls destined for an immoral life. With this object instructions shall be given to the officials, and all other qualified persons, to obtain, within legal limits, all information likely to lead to the detection of criminal traffic.

The arrival of persons who clearly appear to be the principals, accomplices in, or victims of, such traffic shall be notified, when it occurs, either to the authorities of the place of destination, or to the Diplomatic or Consular Agents interested, or to any other competent authorities.

ARTICLE 3

The Governments undertake, when the case arises, and within legal limits, to have the declarations taken

¹ The French text is authentic and the English text is a translation.

² See Notes and explanations, page 3.

des femmes ou filles de nationalité étrangère qui se livrent à la prostitution, en vue d'établir leur identité et leur état civil, et de rechercher qui les a déterminées à quitter leur pays. Les renseignements recueillis seront communiqués aux Autorités du pays d'origine desdites femmes ou filles, en vue de leur rapatriement éventuel.

Les Gouvernements s'engagent, dans les limites légales et autant que faire se peut, à confier, à titre provisoire et en vue d'un rapatriement éventuel, les victimes d'un trafic criminel, lorsqu'elles sont dépourvues de ressources, à des institutions d'assistance publique ou privée ou à des particuliers offrant les garanties nécessaires.

Les Gouvernements s'engagent aussi, dans les limites légales et autant que possible, à renvoyer dans leur pays d'origine celles de ces femmes ou filles qui demandent leur rapatriement ou qui seraient réclamées par les personnes ayant autorité sur elles. Le rapatriement ne sera effectué qu'après entente sur l'identité et la nationalité, ainsi que sur le lieu et la date de l'arrivée aux frontières. Chacun des Pays contractants facilitera le transit sur son territoire.

La correspondance relative aux rapatriements se fera, autant que possible, par la voie directe.

ARTICLE 4

Au cas où la femme ou fille à rapatrier ne pourrait rembourser elle-même les frais de son transfert et où elle n'aurait ni mari, ni parents, ni tuteur qui payeraient pour elle, les frais occasionnés par le rapatriement seront à la charge du pays sur le territoire duquel elle réside, jusqu'à la prochaine frontière ou port d'embarquement dans la direction du pays d'origine, et à la charge du pays d'origine pour le surplus.

ARTICLE 5

Il n'est pas dérogé, par les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus, aux Conventions particulières qui pourraient exister entre les Gouvernements contractants.

ARTICLE 6

Les Gouvernements contractants s'engagent, dans les limites légales, à exercer, autant que possible, une surveillance sur les bureaux ou agences qui s'occupent du placement de femmes ou filles à l'étranger.

ARTICLE 7

Les Etats non signataires sont admis à adhérer au présent Arrangement. A cet effet, ils notifieront leur intention au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en donnera connaissance à tous les Etats contractants ainsi qu'à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

of women or girls of foreign nationality who are prostitutes, in order to establish their identity and civil status, and to discover who has caused them to leave their country. The information obtained shall be communicated to the authorities of the country of origin of the said women or girls, with a view to their eventual repatriation.

The Governments undertake, within legal limits, and as far as can be done, to entrust temporarily, and with a view to their eventual repatriation, the victims of a criminal traffic when destitute to public or private charitable institutions, or to private individuals offering the necessary security.

The Governments also undertake, within legal limits, and as far as possible, to send back to their country of origin those women and girls who desire it, or who may be claimed by persons exercising authority over them. Repatriation shall only take place after agreement as to identity and nationality, as well as place and date of arrival at the frontiers. Each of the Contracting Countries shall facilitate transit through its territory.

Correspondence relative to repatriation shall be direct as far as possible.

ARTICLE 4

Where the woman or girl to be repatriated cannot herself repay the cost of transfer, and has neither husband, relations, nor guardian to pay for her, the cost of repatriation shall be borne by the country where she is in residence as far as the nearest frontier or port of embarkation in the direction of the country of origin, and by the country of origin as regards the rest.

ARTICLE 5

The provisions of the foregoing articles 3 and 4 shall not affect any private Conventions existing between the Contracting Governments.

ARTICLE 6

The Contracting Governments undertake, within legal limits, to exercise supervision, as far as possible, over the offices or agencies engaged in finding employment for women or girls abroad.

ARTICLE 7

Non-signatory States may adhere to the present Agreement. For this purpose they shall notify their intention to the Secretary-General of the United Nations, who shall acquaint all the Contracting States and all the Members of the United Nations.

ARTICLE 8

Le présent Arrangement entrera en vigueur six mois après la date de l'échange des ratifications. Dans le cas où l'une des Parties contractantes le dénoncerait, cette dénonciation n'aurait d'effet qu'à l'égard de cette Partie, et cela douze mois seulement à dater du jour de ladite dénonciation.

ARTICLE 9

Le présent Arrangement sera ratifié, et les ratifications seront échangées, à Paris dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Paris, le 18 mai 1904, en un seul exemplaire, qui restera déposé dans les archives du Ministère des Affaires étrangères de la République Française, et dont une copie, certifiée conforme, sera remise à chaque Puissance contractante.¹

(Suivent les signatures)²

B. Notes et explications

a) *Liste des Hautes Parties contractantes représentées à la Conférence de 1904:*

Sa Majesté le Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des Possessions Britanniques au delà des Mers, Empereur des Indes;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse, au nom de l'Empire Allemand;

Sa Majesté le Roi des Belges;

¹ Les modifications effectuées dans le texte de l'Arrangement international du 18 mai 1904 et incorporées ci-dessus en caractères soulignés (voir article 7) figurent en annexe au Protocole du 4 mai 1949, dont l'article 8 a la teneur suivante:

Article 8

"Le présent Protocole, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé, aux archives du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. L'Arrangement et la Convention qui seront amendés conformément à l'annexe ayant été rédigés seulement en français, le texte français de l'annexe fera foi et les textes anglais, chinois, espagnol, et russe seront considérés comme des traductions. Une copie certifiée conforme du Protocole, y compris l'annexe, sera envoyée par le Secrétaire général à chacun des Etats Parties à l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches du 18 mai 1904, ou à la Convention internationale pour la répression de la traite des blanches du 4 mai 1910, ainsi qu'à tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies."

Fait à Lake Success, New-York, le 4 mai 1949.

(D'autre part, le préambule du même Protocole rappelle que les fonctions dont le Gouvernement français était investi en vertu de l'Arrangement de 1904 ont été transférées à l'Organisation des Nations Unies.)

² Voir page 4.

ARTICLE 8

The present Agreement shall come into force six months after the exchange of ratifications. If one of the Contracting Parties denounces it, this denunciation shall only have effect as regards that party, and that only twelve months after the date of denunciation.

ARTICLE 9

The present Agreement shall be ratified, and the ratifications shall be exchanged, at Paris with the least possible delay.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Agreement, and thereunto affixed their seals.

Done at Paris, the 18 May 1904, in single copy, which shall be deposited in the archives of the Ministry of Foreign Affairs of the French Republic, and of which one copy, certified correct, shall be sent to each Contracting Party.¹

(Signatures follow)²

B. Notes and explanations

(a) *List of the High Contracting Parties represented at the Conference of 1904:*

His Majesty the King of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, Emperor of India;

His Majesty the German Emperor, King of Prussia, in the name of the German Empire;

His Majesty the King of the Belgians;

¹ The amendments introduced in the text of the International Agreement of 18 May 1904 and which are incorporated above, where underlined (see article 7) appear in the annex to the Protocol of 4 May 1949, article 8 of which reads as follows:

Article 8

"The present Protocol, of which the Chinese, English, French, Russian and Spanish texts are equally authentic, shall be deposited in the archives of the United Nations Secretariat. The Agreement and the Convention to be amended in accordance with the annex being in the French language only, the French text of the annex shall be authentic and the Chinese, English, Russian and Spanish texts shall be translations. A certified copy of the Protocol, including the annex, shall be sent by the Secretary-General to each of the Parties to the International Agreement of 18 May 1904 for the Suppression of the White Slave Traffic or to the International Convention of 4 May 1910 for the Suppression of the White Slave Traffic, as well as to all States Members of the United Nations."

Done at Lake Success, New York, 4 May 1949.

(On the other hand, the Preamble to this Protocol recalls that the functions exercised by the French Government, under the terms of the Agreement of 1904, have now been transferred to the United Nations.)

² See page 4.

Sa Majesté le Roi de Danemark;
Sa Majesté le Roi d'Espagne;
Le Président de la République Française;
Sa Majesté le Roi d'Italie;
Sa Majesté la Reine des Pays-Bas;
Sa Majesté le Roi du Portugal et des Algarves;

Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies;
Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège;
Le Conseil Fédéral Suisse.

b) *Liste des signatures à la date de la cérémonie de signature de l'Arrangement international du 18 mai 1904:*

ROYAUME-UNI DE LA GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE

(L.S.) (*signé*) Edmund MONSON

ALLEMAGNE

GERMANY

(L.S.) (*signé*) RADOLIN

BELGIQUE

BELGIUM

(L.S.) (*signé*) A. LEGHAIT

DANEMARK

DENMARK

(L.S.) (*signé*) F. REVENTLOW

ESPAGNE

SPAIN

(L.S.) (*signé*) F. DE LEON Y CASTILLO

FRANCE

FRANCE

(L.S.) (*signé*) DELCASSÉ

ITALIE

ITALY

(L.S.) (*signé*) G. TORNIELLI

PAYS-BAS

NETHERLANDS

(L.S.) (*signé*) A. DE STUERS

PORUGAL

PORUGAL

(L.S.) (*signé*) T. DE SOUZA ROZA

RUSSIE

RUSSIA

(L.S.) (*signé*) NELIDOW

POUR LA SUEDE ET POUR LA NORVEGE

FOR SWEDEN AND NORWAY

(L.S.) (*signé*) ÅKERMAN

SUISSE

SWITZERLAND

(L.S.) (*signé*) LARDY

c) Liste des Etats ayant signé le Protocole d'amendement du 4 mai 1949:¹

Australie
Belgique
Brésil
Canada
Ceylan
Chili
Chine
Cuba
Danemark
Egypte
Etats-Unis d'Amérique
Finlande
France
Inde
Irak
Iran
Luxembourg
Norvège
Pakistan
Pays-Bas
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Suisse
Tchécoslovaquie
Turquie
Yougoslavie

d) A l'Arrangement international du 18 mai 1904 se rattachent divers documents publiés dans le *Recueil des Traités* de la Société des Nations et notamment un procès-verbal de signature de même date ayant trait à l'application dudit arrangement aux Colonies respectives des Etats contractants (*Société des Nations, Recueil des Traités*, vol.1. 1-33, p.88).

¹A la date du 23 juin 1950. En ce qui concerne les Etats ayant signé "sous réserve d'acceptation", voir "Signatures, ratifications, acceptations, adhésions, etc. aux conventions et accords multilatéraux pour lesquels le Secrétaire général exerce les fonctions de dépositaire." (Publications des Nations Unies, Numéro de vente: 1949.V.9.—15 novembre 1949.)

(c) List of States which have signed the Protocol of Amendment, dated 4 May 1949:¹

Australia
Belgium
Brazil
Canada
Ceylon
Chile
China
Cuba
Czechoslovakia
Denmark
Egypt
Finland
France
India
Iran
Iraq
Luxembourg
Netherlands
Norway
Pakistan
Switzerland
Turkey
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland
United States of America
Yugoslavia

(d) To the International Agreement of 18 May 1904 are annexed several documents, which are published in the League of Nations *Treaty Series*, particularly a *procès-verbal de signature* of the same date, respecting the application of the said Agreement to the respective Colonies of the Contracting States. (*League of Nations Treaty Series*, vol.1. 1-33, p.88)

¹Up to 23 June 1950. With regard to those States which have signed with "reservation as to acceptance", see "Signatures, Ratifications, Acceptances, Accessions, etc. concerning the Multilateral Conventions and Agreements in respect of which the Secretary-General acts as Depository." (Publications of the United Nations, Sales No.:1949.V.9.—15 November 1949.)

CERTIFICATION

I hereby certify that the attached document is a true copy of the English and French texts of the International Agreement for the Suppression of the White Slave Traffic, signed at Paris on 18 May 1904, amended by the Protocol signed at Lake Success, New York, 4 May 1949, done at Lake Success, New York on 4 May 1949, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

CERTIFICAT

Je certifie que le texte ci-joint est une copie conforme des textes anglais et français de l'Arrangement international en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de "Traite des Blanches", signé à Paris le 18 mai 1904, et amendé par le Protocole signé à Lake Success (New York), le 4 mai 1949, Lake Success (New York), 4 mai 1949, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies

Chief, Treaty Section,
Office of Legal Affairs

Chef de la Section des Traités,
Bureau des Affaires juridiques

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Palitha T. B. Kohona", is written over a diagonal line.

Palitha T. B. Kohona

United Nations
New York, July 2005

Organisation des Nations Unies
New York, juillet 2005

Certified true copy VII.7
Copie certifiée conforme VII.7
November 2004